

## RAPPORT DU CONGRES

# Biodiversité & économie : la diversité, un investissement gagnant

Swiss Forum on Conservation Biology SWIFCOB 14

17 janvier 2014, UniS, Berne

**Le thème a suscité un intérêt sans précédent : plus de 230 experts de la recherche, de l'administration et de la pratique ainsi que des représentants de l'économie privée ont pris part, le 17 janvier 2014, au congrès SWIFCOB 14 «Biodiversité & économie». Organisé par le Forum Biodiversité Suisse de la SCNAT, le congrès a éclairé, au travers de plusieurs exposés, les points de contact et les connexités entre la diversité biologique et les entreprises. Un « marché » riche de nombreux stands et un « World Café » offraient en outre l'occasion de débattre et d'échanger les connaissances et les expériences acquises à une interface vitale pour la sauvegarde de la biodiversité. La table ronde, qui réunissait des représentants du secteur privé, de l'administration et des associations a mis en évidence à quel point il fallait rechercher le dialogue avec les entreprises et instaurer un langage commun.**



## Prédominance d'un horizon trimestriel

« La nature travaille comme l'homme ; bien que son travail n'occasionne aucun coût, son rendement a une valeur – au même titre que celui du travailleur le plus cher. » Cette citation ne provient pas d'une publication scientifique récente sur les services rendus par les écosystèmes, mais d'un ouvrage d'Adam Smith, fondateur de l'économie nationale classique, paru en 1776 : *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Cette pensée ne s'est pourtant pas encore totalement ancrée dans la conscience humaine, 238 ans après sa « découverte ». L'économie est-elle au moins intéressée par ses corrélations avec la biodiversité ? Thomas Koellner, du département Services écosystémiques de l'Université de Bayreuth, s'est penché sur cette question.

Il a étudié la volonté des entreprises, dans le monde et au Costa Rica, d'investir dans les services écosystémiques tels que la protection de bassins hydrographiques. Le taux de réponse s'est avéré modeste (environ 6%). « Cela montre que le thème est très spécifique et peu pertinent pour la majorité des entreprises », a déclaré Thomas Koellner dans son intervention.

Il est intéressant de relever que, au Costa Rica, les entreprises se montraient nettement plus disposées à investir qu'ailleurs dans le monde, ce qui n'est nullement le fruit du hasard : les entreprises de ce pays d'Amérique centrale sont déjà sensibilisées, car la protection de la forêt y est une tradition de longue date et l'Etat a adopté les mesures qui s'imposaient. Dans le cadre d'une protection durable de la forêt, il a mis en place un instrument basé sur le marché (« paiements pour services écosystémiques»). En même temps, les forêts intactes ne sont pas seulement précieuses pour l'écotourisme. Elles empêchent l'envasement des lacs de retenue, favorisent l'écoulement régulier des eaux et emmagasinent le CO<sub>2</sub>. Thomas Koellner parle à cet égard de capital naturel. « Cette notion sert à illustrer l'affinité avec le capital financier », explique-t-il.

Dans la plupart des pays, les écosystèmes n'ont toutefois aucun prix. Les conséquences sont dramatiques : la biodiversité, moteur des services écosystémiques, s'appauvrit rapidement à l'échelle planétaire. Thomas Koellner constate un problème important dans l'horizon de planification limité des investissements dans les services écosystémiques. « Le schéma de pensée trimestriel prédomine dans les entreprises ».

Dans l'étude de Thomas Koellner, les réponses apportées par les entreprises à la question du motif des investissements dans la protection de la forêt ne manquent pas de surprendre : la « responsabilité écologique » est citée en premier lieu, suivie par la « compensation volontaire » et le « bien-être de l'homme ». Le « profit financier direct » ne figure qu'au dernier rang. « Cela montre que le thème n'a pas encore vraiment sensibilisé le monde de l'économie », a déclaré Thomas Koellner.

## Guide et manuel

Nicolas Bertrand, Economic Affairs Officer auprès du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), a présenté au public un court-métrage intéressant, *Pitch for nature* ([www.pitchfornature.com](http://www.pitchfornature.com)), dans lequel un chef d'entreprise aussi actif que fictif explique pour quelle raison son entreprise investit avec succès dans le capital naturel.

Eva Zabey, du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD), à Genève, qui a participé à la réalisation du film, définit le capital naturel comme la valeur que la nature représente pour l'homme, la société, les entreprises et l'économie. Le WBCSD a publié en 2011 un *Guide CEV* (Corporate Ecosystem Valuation). Cette publication démontre qu'il est possible d'intégrer les services fournis par les écosystèmes dans la comptabilité de l'entreprise. Plusieurs entreprises de divers secteurs ont d'ores et déjà testé le guide. C'est notamment le cas du groupe Holcim, producteur de matériaux de construction, qui a établi un calcul de coût/profit écologique pour l'extension et la renaturation ultérieure d'un site d'extraction.

Le premier calcul des profits et pertes écologiques établi dans le monde émane de l'entreprise Puma, ainsi que l'a expliqué Eva Zabey. Puma a instauré un changement de paradigme, montrant comment les entreprises pouvaient – et devaient – déclarer les coûts réels d'utilisation des res-

sources naturelles et les prendre en compte dans leurs processus et activités.

Pour intégrer la nature dans la prise de décision, les entreprises disposent de toute une palette d'instruments. Le WBCSD a publié le manuel ECO4BIZ, destiné à aider les entreprises dans l'utilisation de ces instruments. « Les instruments aident à établir des bilans écologiques et à évaluer l'influence exercée sur le capital naturel », a expliqué Eva Zabey. « Grâce au manuel, les grandes entreprises en particulier peuvent prendre des décisions fondées et durables. »

## **Le juste langage**

L'utilisation non durable des ressources et le déclin de la biodiversité menacent nos bases existentielles. « Nous ne vivons pas des intérêts, mais du capital », a expliqué Thomas Vellacott, CEO du WWF Suisse. « Ces propos sont bien compris par les banquiers. » Jusqu'il y a peu, l'écologie et l'économie constituaient selon lui deux mondes séparés. Le WWF s'efforce de changer la donne, en mettant sur pied des coopérations avec les entreprises. « A cet effet, nous devons parler le même langage », a précisé Thomas Vellacott. « Nous devons aller chercher les entreprises là où elles sont et non là où nous voudrions qu'elles soient. »

Les entreprises ne sont pas seulement une partie du problème, elles sont aussi directement touchées par les conséquences de la crise écologique. Elles sont donc aussi une partie de la solution. « Ce n'est pas seulement une question d'image de marque ; il faut rendre la crise pertinente pour les entreprises, en leur expliquant clairement les conséquences économiques d'une raréfaction des ressources naturelles », a déclaré Thomas Vellacott. « On suscitera alors l'intérêt des CEO. »

La stratégie semble efficace. A partir de plusieurs exemples, Thomas Vellacott a présenté des combinaisons intelligentes d'écologie et d'économie. Pour pouvoir encore exploiter les ressources piscicoles à l'avenir, les grands détaillants de Suisse ne proposent pratiquement plus que des poissons issus de populations bénéficiant d'une gestion durable. Comme le coton bio sera toujours un produit de niche, le WWF a élaboré des normes minimales pour la production de masse avec de grandes entreprises. L'engagement est mesurable aussi bien au niveau du bilan des entreprises que du paysage : la consommation d'eau a pu être réduite de moitié et l'emploi de pesticides, d'un tiers.

« L'évolution des marchés vers la durabilité exige une combinaison de normes sectorielles, de partenariats, de pression et de régulation par l'Etat », a expliqué Thomas Vellacott. Il importe selon lui que les entreprises formulent des objectifs précis et informent honnêtement de la réalisation des objectifs dans leurs rapports de durabilité.

## **Normes de construction**

Dans la construction, la norme du réseau Construction durable Suisse (SNBS) constitue un instrument qui illustre la dimension écologique d'un bâtiment sur la base de critères et d'indicateurs bien définis ([www.nnbs.ch/uploads/media/SNBS\\_Kriterienkatalog\\_f\\_01.pdf](http://www.nnbs.ch/uploads/media/SNBS_Kriterienkatalog_f_01.pdf)). Un des thèmes pris en compte par le SNBS dans le domaine de l'environnement concerne la nature et le paysage et comporte les critères « diversité des espèces » et « fragmentation du paysage ». « Sous couvert de la durabilité, la norme tend également vers la biodiversité », a expliqué Joe Luthiger, directeur du réseau Construction durable Suisse.

Cet instrument permet, pendant la planification, de prendre des mesures supplémentaires qui accroîtront la durabilité du bâtiment et de son environnement. Le résultat final est noté. Si le bâtiment paraît trop peu durable aux yeux du maître d'œuvre, celui-ci peut, par un simple clic de souris, améliorer le bilan en intégrant des mesures d'accroissement de la diversité des espèces sur le bâtiment ou dans le jardin. « Nous ne prescrivons à personne ce qu'il doit faire », a expliqué Joe Luthiger, « mais nous incitons les maîtres d'œuvre et les promoteurs à réfléchir à la durabilité des bâtiments. » Il a ensuite appelé l'assemblée à vérifier d'un œil critique la check-list relative à la biodiversité et à soumettre des propositions d'amélioration ([www.nnbs.ch/standard-snbs/vernehmlassung](http://www.nnbs.ch/standard-snbs/vernehmlassung)).

Chez Losinger Marazzi SA, spécialiste du développement immobilier et des métiers de l'entreprise totale et générale, la durabilité fait partie de la philosophie de l'entreprise. 97% des projets sont certifiés. « La biodiversité joue un rôle croissant, en particulier dans la planification des quartiers », a déclaré Silvio Giroud, qui expertise et optimise l'ensemble des projets de l'entreprise du point de vue de la durabilité. A l'exemple d'un nouveau quartier résidentiel de Gland, Silvio Giroud a montré comment promouvoir la biodiversité : tous les toits sont végétalisés, par exemple, et les environs sont plantés d'essences indigènes, la pollution lumineuse est réduite au strict minimum et l'eau de pluie s'infiltre dans un réseau de noues en surfaces, susceptibles de devenir des habitats précieux. L'entretien des espaces verts a été confié à un seul prestataire, doté d'une formation spécifique dans le domaine de la biodiversité. Toutefois, la phase d'exploitation constitue un grand défi. « Faute de formation et de sensibilisation constantes, les gens tendent à se contenter de faire ce qu'ils ont toujours fait », a expliqué Silvio Giroud. Il a plaidé par conséquent pour la création d'un nouveau métier : le concierge de quartier. Silvio Giroud a souligné en conclusion qu'il subsistait de fortes résistances à une construction durable dans le secteur du bâtiment.

### **Crédit durable**

La planification durable du quartier avait été le critère déterminant pour que la Banque alternative soutienne le projet mentionné de Losinger Marazzi en lui octroyant un crédit. Barbara Felix et Markus Mühlbacher ont montré dans leur exposé comment la biodiversité est prise en compte dans les opérations de crédit et de placement de leur banque. Barbara Felix a d'abord cité l'intitulé du congrès (« un investissement gagnant ») et demandé pourquoi il n'y avait pas que des banquiers dans l'assemblée. Elle en donna elle-même la réponse : « Parce que l'origine et la destination de l'argent leur importe peu. Ils n'ont aucune opinion à ce sujet, parce qu'ils estiment que le marché se chargera de la durabilité. »

La Banque alternative a adopté une autre démarche : l'argent qui lui est confié ne va que dans des projets qui contribuent au mieux-être de la société. « Un placement durable signifie pour nous une combinaison équilibrée de composantes écologiques, sociales et économiques, a expliqué Markus Mühlbacher.

Dans le cas de l'octroi de crédit, la banque vérifie la contribution de chaque projet par rapport au mitage du paysage. Si les critères ne sont pas remplis, le crédit est refusé. Concernant les placements, il y a des critères d'exclusion pour les entreprises, tels que le travail des enfants, la production de pesticides ou la destruction des écosystèmes. Mais il serait illusoire de croire que les entreprises de leur liste positive seraient toutes à 100% écologiques, a précisé Markus Mühlbacher. Coop à elle seule compte environ 200 000 fournisseurs, qui ne peuvent tous être contrôlés.

Markus Mühlbacher est convaincu que les banques peuvent contribuer à la protection de la biodiversité. « Mais le secteur bancaire doit encore prendre conscience de son rôle. »

### **Des points pour la biodiversité**

Un partenariat pionnier, tel était l'objet de l'exposé de Markus Jenny, de la Station ornithologique de Sempach, et Bernhard Kammer, de la Fédération des coopératives Migros Zurich. Sous le label « TerraSuisse », Migros vend de la viande, du lait, de la farine et du pain des exploitations membres d'IP-Suisse. Celles-ci doivent respecter toute une série de normes écologiques qui vont au-delà des dispositions légales. Concernant la promotion de la diversité spécifique, par exemple, il faut créer de nouveaux espaces. Les prestations supplémentaires sont notées selon un système de points élaboré par la Station ornithologique et l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL).

Quels motifs ont incité la Station ornithologique et Migros à s'engager dans ce partenariat ? « Nous étions d'abord très sceptiques », a reconnu Markus Jenny, « mais le projet nous a séduits, car nous voulions finalement faire quelque chose au niveau national. Comme les directives légales ne suffisent pas pour la biodiversité et que la politique n'encourage les changements qu'avec lenteur, nous avons voulu passer par le marché. » Migros, de son côté, voulait ancrer la biodiversité dans son



assortiment de produits et recherchait un partenaire crédible. « A l'occasion d'une excursion sur le terrain, nous sommes parvenus à convaincre la direction de l'entreprise », a précisé Bernhard Kammer.

Aujourd'hui, les produits TerraSuisse sont bien implantés dans l'assortiment de Migros. Seul bémol : une enquête a révélé que les clients ne reconnaissent pas la plus-value du produit au niveau de la promotion de la biodiversité. « Cette plus-value doit faire l'objet d'une communication plus intense », a reconnu Bernhard Kammer. Markus Jenny a dressé un bilan positif : « Le projet a dégagé une énergie insoupçonnée. Si tout le monde coopère sur la chaîne de création de valeur, il est possible de concilier l'écologie et l'économie. »

## Un marché diversifié



Après le repas de midi, les participants ont pu se rendre dans les 16 stands présents sur la « place du marché », pour y découvrir des initiatives, des instruments et des projets créatifs, lesquels concilient l'économie et la biodiversité.

Divers projets illustrent le potentiel des partenariats : dans le cas d'un aménagement participatif des espaces extérieurs dans le quartier de Bümpliz, à Berne, le projet est accompagné par un groupe de travail constitué de riverains, de représentants de la Confédération et de la ville, ainsi que d'entreprises telles que Halter Immobilien ou Losinger Marazzi. Grâce à la coopération entre les divers acteurs du tourisme, de la protection de la nature et de l'économie, la bière de Burgdorf est commercialisée depuis peu sur les bords de l'Emme ; des habitats sont créés au profit des espèces rares et des excursions sont proposées pour découvrir la diversité des espèces régionales. Le partenariat entre Coop et l'Association pour la protection des oiseaux ASPO/BirdLife Suisse encourage depuis longtemps les vergers haute-tige. En outre, Coop Bau+Hobby entend vendre des plantes indigènes et des matériaux destinés à promouvoir les jardins proches de la nature, afin de promouvoir la biodiversité dans le milieu urbain.

La présentation de méthodes d'écobilan avait pour but de montrer aux entreprises des instruments concrets. Ecoinvent, entreprise leader dans ce domaine, a expliqué comment mesurer l'impact des processus sur la biodiversité tout au long de la chaîne de production. Des méthodes analogues sont utilisées de plus en plus souvent dans l'agriculture pour comparer les systèmes de production, comme le montrait un autre stand.

La stratégie d'entreprise pour la culture et la vente de variétés céréalières anciennes, la contribution de l'industrie du gravier à la promotion de la biodiversité, des enceintes d'entreprise proches de la nature grâce à la fondation Nature et économie, telles étaient certaines activités parmi d'autres dans le domaine Business & Biodiversity qui ont fait l'objet de débats animés sur la « place du marché » et peut-être inspiré les participants en vue d'un engagement ultérieur.

Tous les projets du marché peuvent être consultés à l'adresse :

[http://www.biodiversity.ch/d/events/swifcob/14\\_2014/](http://www.biodiversity.ch/d/events/swifcob/14_2014/)

## Expériences acquises dans l'UE

François Wakenhut, directeur de l'unité Biodiversité de la Commission de l'UE, a parlé des instruments européens et des expériences acquises dans l'UE à l'interface entre l'économie et l'écologie et les a insérés dans la stratégie européenne en matière de biodiversité. Ses objectifs seraient réalisés selon le principe de la carotte et du bâton. Bien que les efforts d'intégration de la biodiversité dans la comptabilité des entreprises ne portent que peu de fruits, la conscience croîtrait dans l'économie. François Wakenhut a souligné en même temps l'importance de la cartographie et du recensement des écosystèmes et de leurs prestations (Mapping and Assessment of Ecosystems and their Services - MAES), afin de rendre le thème de la biodiversité accessible au secteur privé. François Wakenhut a toutefois aussi souligné les carences qui persistent précisément dans ce secteur, comme le manque de données et le savoir lacunaire, par exemple.

A l'instar de Thomas Vellacott, du WWF, il a plaidé pour une communication dans la langue de l'économie. La séparation artificielle par rapport à la biodiversité devrait être abolie. « Il faudrait mettre clairement en évidence que l'avenir est en jeu et qu'il y va de la survie de l'espèce humaine. » Le bien-être de la société doit être prioritaire. Il s'agit, selon lui, d'utiliser tous les outils économiques disponibles, et sur un pied d'égalité par rapport aux arguments éthiques.

Selon François Wakenhut, le dialogue doit aussi s'instaurer avec ceux qui se montrent critiques et dans des secteurs difficiles, même s'il faut d'abord subir des revers. Il faudrait avoir le courage de repartir à zéro à chaque fois. En guise d'instrument intéressant, il a souligné la création d'une plateforme « biodiversité et économie ».

## Un débat animé



L'intervention de François Wakenhut sur les expériences de l'UE a parfaitement lancé la table ronde, à laquelle ont participé des représentants importants de l'administration, du monde associatif et du secteur privé, sous la direction de Peter Lehmann, de la «sanu future learning ag», et qui portait sur les perspectives suisses à l'interface entre l'écologie et l'économie.

Franziska Schwarz, vice-directrice de l'OFEV, a souligné la forte pression exercée par les organisations non gouvernementales sur le Parlement et les pouvoirs publics, pour que l'économie devienne plus écologique. L'OFEV s'efforce, selon elle, de trouver les solutions les meilleures et les plus largement acceptées.

Gabi Hildesheimer, directrice du Réseau pour une économie durable (ÖBU) se souvient de l'époque où la durabilité s'en sortait sans la nature. « Aujourd'hui, nous pouvons de nouveau parler des plantes et des animaux. » Comme la Suisse vit sur un grand pied, elle assume, selon Gabi Hildesheimer, une grande responsabilité en ce qui concerne l'écologisation de l'économie. Les conditions requises sont bonnes : « La Suisse a une longue tradition en matière de durabilité. » Peut-être pourrait-il même s'agir d'une nouvelle forme de SWISSNESS.

Thomas Vellacott, CEO de WWF Suisse, a complété en disant que la responsabilité de la Suisse proviendrait aussi de la forte concentration d'entreprises opérant à l'échelle mondiale et a rappelé

le rôle primordial de la Suisse en tant que place bancaire et plaque tournante du commerce international des matières premières. « Concernant la protection de la biodiversité, il faut adopter une pensée mondiale », a-t-il expliqué. Plusieurs bonnes initiatives lancées ces dernières années sont parties de Suisse, comme par exemple les tables rondes sur le soja et l'huile de palme. Cependant, il doute que la Suisse soit un modèle de durabilité, même si l'idée est ancrée sous une forme différente dans l'esprit des chefs d'entreprise : on aurait, en Suisse, le sentiment de bien faire les choses, ce qui rend souvent difficile d'inciter à aller plus loin, selon Thomas Vellacott.

En ce qui concerne le secteur privé, les opinions divergent au sujet de la conscience de la biodiversité dans les entreprises, tout dépend de la branche. Tandis que Patrick Hohmann, directeur de la Remei AG, croit que le thème est latent dans l'industrie textile et qu'il ne tardera pas à s'imposer, le terme de biodiversité est inconnu dans l'imprimerie, selon Roland Kaufmann, directeur de la Binkert Buag AG. « Jamais je n'aurais un jour imaginé m'exprimer à l'occasion d'un forum sur la biodiversité. » En revanche, la durabilité serait un thème connu, car c'est la condition *sine qua non* pour accéder aux marchés. Kaufmann est venu à la biodiversité en tant que politicien régional. Il explique qu'il s'est irrité de voir que tout le monde en Suisse vantait la beauté du paysage, mais que personne n'était disposé à y investir de l'argent. Son entreprise soutient donc un projet de conservation des espèces dans le parc du Jura argovien. Et les excursions de l'entreprise sont toujours associées à une initiative en faveur de la nature. « La durabilité que nous vivons dans l'entreprise est aussi vécue par le personnel dans le privé », Roland Kaufmann en est convaincu. Et bien entendu, toutes ces initiatives sont aussi communiquées à la clientèle.

Il n'en a pas du tout été de même pour la biodiversité chez Patrick Hohmann : le hasard a ici joué un rôle majeur. Il apparaît en effet que Patrick Hohmann ait toujours été au bon endroit au bon moment. Aujourd'hui, son entreprise respecte de strictes exigences écologiques et sociales à tous les stades de la production, depuis la culture biologique jusqu'au produit fini en passant par sa transformation.

Peter Lehman a demandé comment il était possible de produire un effet de masse dans l'économie concernant l'intégration de la biodiversité. Il a rappelé qu'il y a vingt ans, les produits bio étaient des produits de niche, mais qu'ils sont aujourd'hui omniprésents en Suisse. Franziska Schwarz a souligné les efforts menés actuellement par la Confédération (plans d'action pour la biodiversité et l'économie verte). Il importe notamment de définir comment la Suisse gère les matières premières négociées à partir de la Suisse. Si l'information sur les produits ne se fait pas volontairement, il faudra aller plus loin. Gabi Hildesheimer a invité à utiliser le langage de l'économie dans le cadre des efforts accomplis pour mettre sur pied des partenariats.

## **Bienvenue au World Café**

Au «World Café», les participants se sont répartis entre 13 petites tables où les accueillait un animateur ou une animatrice. Les débats en petits groupes ont porté sur les expériences concrètes acquises à l'interface entre l'économie et la biodiversité, les potentiels importants et les approches permettant de mieux introduire la biodiversité dans les entreprises, ainsi que les contributions nécessaires de la science, des ONG, de la classe politique et d'autres protagonistes pour que les potentiels se concrétisent.

Tout acteur de la protection de la nature et du paysage ayant affaire avec l'économie a déjà constaté que la biodiversité n'y était pas comprise et qu'elle était difficile à concevoir. Cette attitude rend difficile l'adoption de changements concrets dans les processus d'entreprise. Et pourtant, divers exemples ont montré que la promotion de la biodiversité avait été intégrée avec succès dans des projets et des stratégies d'entreprises. La coopération entre les entreprises, les pouvoirs publics et les organisations de protection de la nature a toujours abouti à des résultats positifs, que ce soit dans l'agriculture, le milieu urbain ou l'extraction de gravier.

Un exemple récurrent concerne les excursions de personnel et les missions organisées par les petites comme les grandes entreprises dans la nature. Elles sont en vogue et bien perçues. C'est une bonne approche pour rendre la biodiversité vivante et sensibiliser l'ensemble du personnel d'une

entreprise (Corporate Social Responsibility). En effet, l'argument économique n'est pas souvent le facteur déterminant pour un engagement en faveur de la biodiversité : le cœur joue toujours un rôle essentiel.



Pour mieux établir la biodiversité dans l'entreprise, il faut engager des partenariats. Une clé du succès est la coopération entre science, organisations de protection de la nature et entreprises, comme c'est par exemple le cas dans l'industrie du gravier concernant le dialogue avec les organisations de protection de la nature. On apprend ainsi à comprendre la situation du partenaire, et chaque partie prenante peut faire valoir ses intérêts. Et tout le monde en tire profit : de nouveaux espaces de vie sont créés pour des espèces rares et l'image de l'extraction de gravier s'améliore.

Comme la notion de biodiversité est encore peu répandue et peu concrète dans le secteur privé, il faudrait rechercher des synergies avec la durabilité et la protection des ressources. Il s'agit de chercher les entreprises là où elles sont. Autrement dit : introduire la promotion de la diversité spécifique sous forme d'actions concrètes menées dans le cadre de l'engagement actuel de l'entreprise. Des instruments de mesure montreraient comment certaines initiatives influent sur la biodiversité. Il importe à vrai dire d'améliorer la communication en général et de l'adapter à chaque secteur d'activité.

Pour pouvoir concrétiser le potentiel existant, la science doit jeter des ponts vers la pratique et il faut intégrer d'emblée la réalisation de mesures destinées à la sauvegarde de la biodiversité, en s'appuyant sur des activités concrètes des entreprises. L'amélioration du dialogue passe par des possibilités d'échange sous forme d'une plateforme « biodiversité & économie ». Il faut des interlocuteurs dans les ONG et parmi les scientifiques, car les entreprises doivent savoir où obtenir conseils et informations. La classe politique est également sollicitée : elle doit créer les conditions juridiques requises. Des incitations à adopter un comportement plus soucieux de la biodiversité ou des taxes sur la consommation des ressources pourraient favoriser l'intégration de la biodiversité dans les décisions d'entreprise.

### **Optimisme prudent**

Le mot de la fin est venu de Sarah Pearson, responsable du projet Plan d'action pour la Stratégie Biodiversité Suisse et responsable de section à l'OFEV, ainsi que de Markus Fischer, de l'Institut de botanique de l'Université de Berne et président du Forum Biodiversité Suisse. Sarah Pearson a félicité le Forum Biodiversité pour l'intérêt et la réussite du congrès et a encore souligné que la Confédération prévoyait diverses mesures dans le cadre des deux plans d'action « Biodiversité » et « Economie verte », favorisant un rapprochement entre l'écologie et l'économie. L'économie verte



doit permettre à la Confédération de créer un cadre susceptible de servir les intérêts de la politique environnementale et de la politique économique, et de générer une économie écologiquement compatible.

Markus Fischer a souligné que beaucoup de projets étaient en bonne voie et que le climat avait été très positif parmi les participants. C'est une bonne chose, car le changement passe forcément par une coopération partenariale entre l'économie et l'écologie et par une conjugaison des efforts dans la même direction. Les deux parties doivent être disposées à écouter et à favoriser le changement. La Confédération doit désormais créer les conditions juridiques favorables à cette évolution. En raison de leur caractère de bien public, la conservation et la promotion de la biodiversité et des services écosystémiques doivent toujours être considérées comme une mission de l'Etat. Comme les entreprises ne paient généralement rien pour la consommation de biens naturels, la nature et le paysage ne sont pas non plus inscrits dans la comptabilité des entreprises. Markus Fischer se montre optimiste : « Les conditions préalables à un changement de direction n'ont cessé de s'améliorer au cours des dernières années. De nouveaux instruments et de nouvelles synergies sont à portée de la main. »

*Gregor Klaus, journaliste scientifique, Rothenfluh  
Daniela Pauli et Maiann Suhner, Forum Biodiversité Suisse, SCNAT, Berne*

#### **SWIFCOB: Dialogue entre recherche et pratique**

Le Swiss Forum on Conservation Biology (SWIFCOB) est une manifestation annuelle organisée par le Forum Biodiversité Suisse et consacrée au dialogue entre science et pratique. Le congrès offre aux chercheurs et aux experts de l'administration, aux bureaux d'études écologiques, aux organisations de protection de la nature ainsi qu'aux acteurs de l'économie privée une plateforme d'échange sur des thèmes d'actualité liés à la biodiversité. SWIFCOB 14 était soutenu par les offices fédéraux OFEV et OFAG.

#### **Contact:**

Daniela Pauli, directrice  
Forum Biodiversité Suisse  
Académie des sciences naturelles (SCNAT)  
Schwarztorstr. 9  
CH-3007 Berne  
daniela.pauli@scnat.ch  
<http://www.biodiversity.ch>

**Tous les exposés, la liste des stands ainsi que le présent rapport peuvent être téléchargés au format pdf sur le site [www.biodiversity.ch/f/events/swifcob](http://www.biodiversity.ch/f/events/swifcob).**

**Sur le même site, vous trouvez aussi le reportage radio sur ce thème dans le Magazine scientifique de SRF2, samedi 18 janvier 2014 (en allemand).**